ExMergere

exmergere.info

MÉTA-SYNTHÈSE EXÉCUTIVE · 2 NOVEMBRE 2026 · MÉTHODE EXMERGERE D'ANALYSE ET SES STANDARDS

Afrique 2026 : où sont les projets pour les entreprises françaises ?

Méta-synthèse exécutive du briefing stratégique Afrique 2026

POINTS CLÉS

- Les projets accessibles aux entreprises françaises se situent sur la façade atlantique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin), en Afrique du Nord hors Algérie, au Kenya et en Afrique australe. Le Sahel central est fermé pour plusieurs années.
- Cinq secteurs concentrent les projets documentés : transport ferroviaire et urbain, gaz et pétrole, électricité et renouvelables, mines et transformation locale, ports et logistique.
- La porte d'entrée la plus sûre reste la chaîne de sous-traitance des grands donneurs d'ordre français et les financements publics (Trésor, AFD, Proparco, Bpifrance), plutôt que les marchés publics africains en direct.
- Le risque principal n'est plus seulement sécuritaire : la renégociation des contrats est devenue une pratique ordinaire, y compris chez des partenaires proches de la France.
- La conformité devient une condition d'accès : la Côte d'Ivoire et la RDC sont sorties de la liste grise du GAFI le 30/10/2026 ; le Kenya, le Cameroun, l'Angola et le Soudan du Sud y restent.

Fait : sourcé, à l'indicatif | **Analyse :** appréciation ExMergere, avec degré de confiance | **Hypothèse :** *non confirmé, au conditionnel*

Les faits sont sourcés et rédigés à l'indicatif. Les passages « Analyse » donnent l'appréciation d'ExMergere avec un degré de confiance (établi, probable, possible, incertain). Les passages « Hypothèse » portent sur des éléments non confirmés et sont rédigés au conditionnel.

1. Contexte

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger, sous régimes militaires, ont rompu avec la France, formé la Confédération des États du Sahel et quitté la CEDEAO. L'Afrique du Sud, le Ghana, le Cap-Vert, le Sénégal et le Kenya conservent une compétition électorale réelle. Selon l'Institute for Economics & Peace, le Sahel central a concentré en 2025 plus de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde. La Corne de l'Afrique et l'Est de la RDC restent en guerre.

Les États renégocient leurs contrats : révision des codes miniers au Sahel, renégociation des grands contrats en Côte d'Ivoire et au Sénégal, interdiction d'exporter le manganèse brut au Gabon à partir de 2029.

Sur le plan commercial, le Nigeria reste le premier partenaire de la France en Afrique subsaharienne et l'Afrique du Sud son deuxième client (DG Trésor). Le sommet Africa Forward de Nairobi (mai 2026) a donné lieu à l'annonce de 23 Md€ d'investissements.

Analyse. La renégociation n'est plus réservée aux régimes de rupture (établi). Au cours des

trois prochaines années, le risque tient davantage à l'extension des conflits existants vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et les corridors miniers qu'à l'apparition de nouveaux foyers (probable). L'étiquette française pèse au Sahel ; elle est neutre ou favorable en Afrique de l'Est et australe (probable).

2. Secteurs et portes d'entrée

Les projets les plus avancés sont portés par une dizaine de grands groupes français : TotalEnergies (gaz et pétrole au Mozambique, en Ouganda, au Nigeria, en Namibie, en Libye), Alstom, Colas, Eiffage et Bouygues (ferroviaire et urbain au Maroc, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Égypte), Eramet (mines au Gabon et au Sénégal), ENGIE et Meridiam (renouvelables en Égypte et au Kenya), CMA CGM (ports au Kenya). Mozambique LNG prévoit à lui seul plus de 4 Md USD de contrats locaux. Quatre portes d'entrée se dégagent.

- Sous-traitance des grands donneurs d'ordre : ingénierie, équipements et services, avec une vérification des partenaires locaux exigée par le devoir de vigilance.
- Financements publics français et multilatéraux : Trésor (prêts et FASEP, auxquels le Togo est éligible), AFD (plus de 700 M€ pour 35 projets en RDC), Proparco, Bpifrance et Expertise France.
- Rendez-vous politiques et d'affaires : les sommets et les parcours Bpifrance (« Simandou 2040 » en Guinée) donnent lieu à des listes de projets, dont la conversion en contrats se vérifie au cas par cas.
- Conformité et diligence raisonnable : sortie ou maintien sur la liste grise, exigences des bailleurs, traçabilité des ressources (or, minerais critiques).

Analyse. Pour une ETI ou une PME, l'accès passe davantage par la sous-traitance et le contenu local des grands projets que par les appels d'offres publics africains en direct, plus exposés à la corruption (probable). Une offre qui aide l'État et ses partenaires à répondre aux exigences du GAFI et des bailleurs sera mieux reçue qu'une offre perçue comme une ingérence (probable).

3. Risques pour une entreprise française

- Expropriation et contentieux. Au Niger, la SOMAÏR (Orano) a été nationalisée le 19/06/2025 et le différend est porté devant le CIRDI. En Afrique du Sud, un litige d'environ 1 Md ZAR oppose Eskom à Framatome sur la centrale de Koeberg.
- Renégociation. Le 12/03/2026, le gouvernement sénégalais a jugé « déséquilibré et injuste » l'accord avec BP sur Grand Tortue Ahmeyim. À Abidjan, le nouveau ministre des Infrastructures a imposé des modifications au projet de métro.
- Restrictions commerciales. Les exportations françaises vers l'Algérie sont passées de 4,8 Md€ (2024) à 4,23 Md€ (2025).
- Sécurité des personnes et des sites. Les zones les plus exposées sont le nord du Bénin, Cabo Delgado au Mozambique (risque d'enlèvement), l'Est de la RDC et la Corne de l'Afrique.
- Annonces et contrats. Les protocoles d'accord et les listes de sommet ne sont pas des contrats fermes : l'exécution des plus de 10 Md€ d'accords annoncés lors de la visite d'État au Maroc (octobre 2024) reste à suivre.

Hypothèse (non confirmé). *Le coût du métro d'Abidjan aurait été porté de 1,3 à 1,8 Md€ en quatre*

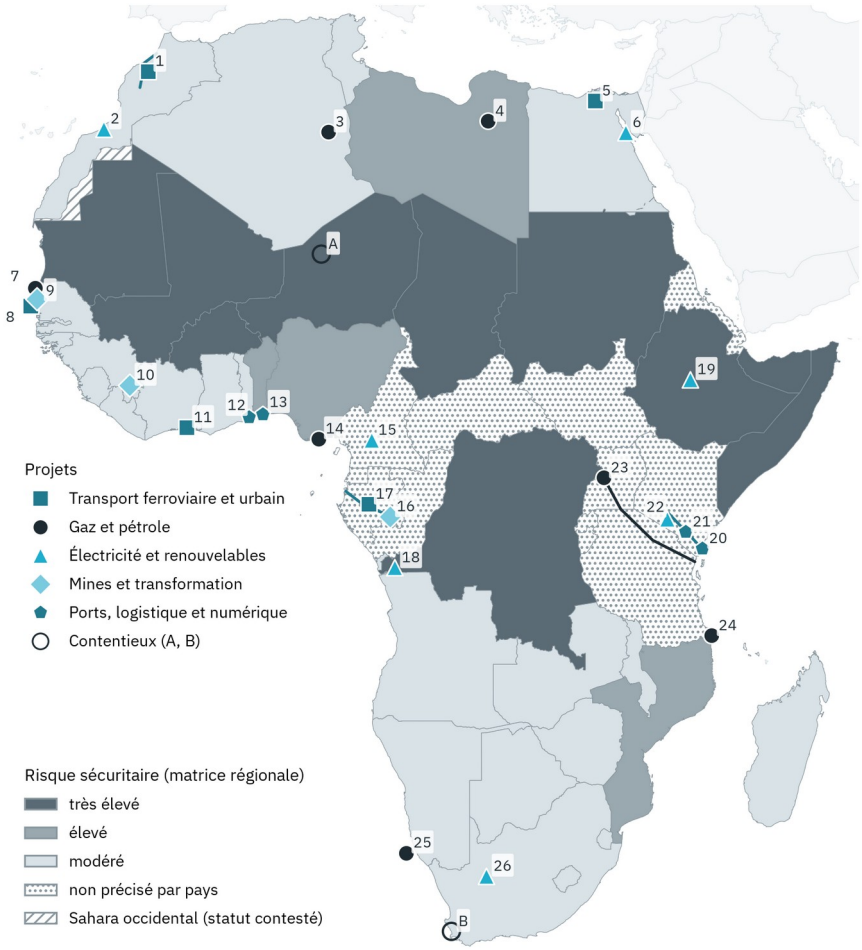
> *avenants, selon une source de presse unique. En Algérie, une consigne non écrite exclurait les produits français de certaines importations depuis l'été 2026.*

4. Échéances des douze prochains mois

Échéance	Date	Enjeu pour les entreprises françaises
Élections locales sud-africaines	04/11/2026	cohésion du gouvernement d'unité nationale
Présidentielle nigériane	16/01/2027	stabilité du premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne
Négociations CEDEAO-AES	2026-2027	régime commercial entre les deux blocs
Premier pétrole commercial d'EACOP	avant fin juin 2027	mise en production d'un grand projet français
Élections générales kényanes	10/08/2027	stabilité du premier marché de l'Est ; sortie de la liste grise visée

Analyse. À trois ans, deux scénarios pèseront le plus : une succession non organisée au Cameroun, dont les conséquences seraient les plus lourdes pour les intérêts français en Afrique centrale (probable), et la contagion jihadiste vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (possible à probable selon les pays).

5. Carte des projets et des risques



Carte : localisation indicative des projets (ville, site ou tracé schématique ; les projets en mer sont placés au large de la côte la plus proche) et niveau de risque sécuritaire par région, selon la matrice du briefing au 29/10/2026. Le niveau est régional, avec les exceptions nationales que la matrice signale : Libye, Nigeria, Bénin, Mozambique, Soudan, Éthiopie, Somalie, RDC. Le niveau du Mozambique tient à Cabo Delgado, celui du Bénin au nord du pays. « Non précisé par pays » désigne les pays d'Afrique de l'Est et centrale pour lesquels la matrice ne qualifie que les foyers. Fond de carte : Natural Earth (1:10 m, domaine public), frontières de facto, sans prise de position. Sources des projets : tableau de la section 6.

6. Projets par pays

Projets documentés dans le briefing, classés du nord au sud ; les numéros renvoient à la carte. Les communiqués d'entreprise et les listes d'annonces officielles sont des sources de partie : une annonce n'est pas un contrat ferme.

N°	Pays	Projet	Acteurs français	Statut	Source
1	Maroc	LGV Kénitra-Marrakech (430 km)	Alstom, Egis, SYSTRA, Colas Rail ; 781 M€ du Trésor pour les rames	en cours ; mise en service visée fin 2029	Alstom, SYSTRA, Colas (communiqués)
2	Maroc	Hydrogène vert, projet Chbika (1 GW)	TotalEnergies (TE H2, avec EREN)	études détaillées depuis le 17/09/2025	Masen ; TotalEnergies ; Le360
3	Algérie	Permis d'hydrocarbures d'Ahara (Berkine, Illizi)	TotalEnergies (24,5 %)	exploration	TotalEnergies (communiqué)
4	Libye	Concessions de Waha prolongées jusqu'en 2050 ; North Gialo	TotalEnergies (20,42 %)	en production	TotalEnergies (communiqué, 26/01/2026)
5	Égypte	Signalisation ferroviaire 6-Octobre-Alexandrie et Belbeis-10-Ramadan	Alstom (consortium, environ 690 M€)	attribué (18/06/2026)	Alstom (communiqué)
6	Égypte	Parc éolien de Ras Shokeir (900 MW)	ENGIE (35 %)	mise en service progressive jusqu'en 2028	ENGIE (communiqué, 23/03/2026)
7	Mauritanie, Sénégal	Grand Tortue Ahmeyim, GNL offshore	Eiffage Génie Civil (brise-lames, hub)	ouvrage livré ; Sénégal en renégociation avec BP	Eiffage (communiqués) ; Seneweb
8	Sénégal	TER de Dakar, phase 2 (Diamniadio-AIBD)	Eiffage, Equans, Alstom, SETER (SNCF)	en service depuis le 28/09/2026	Railway Gazette International
9	Sénégal	Sables minéralisés de Grande Côte	Eramet	reprise partielle après l'incendie du 22/02/2026	Eramet (communiqué)
10	Guinée	Simandou 2040 (minerai de fer, 120 Mt/an visées)	opérateurs non français ; 50 entreprises françaises du parcours Bpifrance	en production	Bpifrance ; Ecofin Guinée
11	Côte d'Ivoire	Métro d'Abidjan, ligne 1	Bouygues, Colas Rail, Alstom, Keolis ; financement du Trésor	en travaux ; en renégociation	DG Trésor ; CINEWS
12	Togo	Port de Lomé : numérisation, corridors routiers	AFD	coopération annoncée (mai 2026)	DG Trésor
13	Bénin	Extension du port de Cotonou	Eiffage	phase 1 réceptionnée	Eiffage (communiqué)
14	Nigeria	Champ gazier Ima, alimentation de Nigeria LNG	TotalEnergies (40 %, opérateur)	décision d'investissement le 23/09/2026 ; production visée en 2028	TotalEnergies (communiqué)
15	Cameroun	Barrage de Nachtigal (420 MW)	AFD, Proparco (150 M€)	en exploitation	Ambassade de France au Cameroun
16	Gabon	Transformation locale du manganèse (Moanda)	Eramet (Comilog)	protocole signé (07/2026) ; export de minerai brut interdit au 01/01/2029	Agence Ecofin
17	Gabon	Réhabilitation du Transgabonais (312 M€)	Proparco (avec l'IFC), AFD	financé	Agence Ecofin
18	RDC	Grand Inga (hydroélectricité)	aucune entreprise française nommée ; comité réuni à Paris le 26/10/2026	comité installé	ACP
19	Éthiopie	Réseau de transport électrique (programme RISED)	GE Vernova France, RTE International ; prêt du Trésor de 54,6 M€	signé (mai 2026)	DG Trésor ; MEAE (livrables Africa Forward)

N°	Pays	Projet	Acteurs français	Statut	Source
20	Kenya	Terminal à conteneurs de Mombasa	CMA CGM (700 M€ puis 350 M€)	annoncé	MEAE ; CMA CGM (communiqué)
21	Kenya	Fibre optique Nairobi-Mombasa (500 km)	consortium Infranum (80 M€)	annoncé	MEAE (livrables Africa Forward)
22	Kenya	Éolien de Kipeto (extension)	Meridiam	annoncé	MEAE ; présidence du Kenya
23	Ouganda, Tanzanie	Oléoduc EACOP et champs de Tilenga	TotalEnergies (62 % d'EACOP)	premier pétrole commercial avant fin juin 2027	Energy News Network
24	Mozambique	Mozambique LNG (Afungi, Cabo Delgado)	TotalEnergies (opérateur) ; plus de 4 Md USD de contrats locaux prévus	reprise complète le 29/01/2026 ; premier GNL en 2029	Mozambique LNG (communiqué, 29/01/2026)
25	Namibie	Champ pétrolier Venus (au large)	TotalEnergies	décision d'investissement non prise	World Oil (Bloomberg)
26	Afrique du Sud	Projet hybride Hydra (216 MW, 500 MWh), Cap-Nord	TotalEnergies	en exploitation	Business Insider Africa
A	Niger	Uranium : SOMAÏR nationalisée le 19/06/2025, différend devant le CIRDI	Orano	contentieux	Studio Kalangou ; Orano (communiqué)
B	Afrique du Sud	Koeberg : litige d'environ 1 Md ZAR soumis à arbitrage	Framatome (EDF)	contentieux	Devdiscourse

Méthode et sources

Cette méta-synthèse résume un briefing qui couvre les 54 États africains selon six axes : politique et diplomatie, sécurité, criminalité et corruption, influences extérieures, IA et cyber, opportunités économiques. Le briefing a été établi du 16 au 29 octobre 2026 selon la Méthode ExMergere d'analyse et ses standards : sources ouvertes et gratuites, faits séparés des interprétations, degré de confiance explicite, informations non confirmées rédigées au conditionnel. Le statut de la liste grise a été mis à jour avec le communiqué du GAFI du 30/10/2026. Les montants proviennent des sources citées ; aucun n'a été estimé.

Principales sources : GAFI (liste du 19/06/2026, communiqué du 30/10/2026) ; Institute for Economics & Peace, Global Terrorism Index 2026 ; Direction générale du Trésor, fiches pays (exemple : Nigeria) ; ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, livrables du sommet Africa Forward ; présidence du Kenya ; Seneweb (accord BP, 12/03/2026) ; ambassade de France au Cameroun ; Bpifrance ; Agence Ecofin ; ACP ; Railway Gazette International ; Energy News Network ; World Oil ; Business Insider Africa ; Maghreb Émergent ; CINEWS ; Studio Kalangou ; Devdiscourse ; communiqués d'entreprise (sources de partie) : Alstom, Colas, SYSTRA, ENGIE, Eiffage, Eramet, TotalEnergies et Mozambique LNG. La bibliographie complète est disponible sur demande.